

Crise à la Poste SA

Alfred Mabika-Mouyama va-t-il flinguer les émergents ?

La détermination des responsabilités sur la faillite de la PostBank virera-t-elle aux règlements de comptes ? Les informations distillées dans les médias publics tentent de jeter l'anathème, exclusivement, contre l'ancienne équipe dirigeante. Ce que conteste fermement l'ancien président directeur général, Alfred Mabika-Mouyama, qui promet d'établir sa part de vérité dans deux livres à paraître chez Albin Michel.

Merlin Mbina

Depuis quelques semaines, un film passe sur les médias publics, notamment Gabon 24, montrant une enquête sur la situation de la PostBank. Il ressort, selon l'enquêteur principal, que la faillite de cette entité bancaire de la Poste gabonaise serait inhérente non seulement aux malversations de l'ancienne équipe dirigeante, mais aussi à l'amateurisme et à l'incompétence des agents qui n'auraient pas les qualités et les compétences requises pour exercer les activités bancaires. De ce fait, l'enquête pointe particulièrement du doigt l'ancien PDG de la Poste SA, Alfred Mabika-Mouyama, dont la gestion et les pratiques de recrutement seraient douteuses. Le principal intéressé compte livrer sa part de vérité dans deux livres qui paraîtront incessamment. Dans une entrevue accordée à la presse la se-

maine dernière, il déclare être « prêt à mourir pour (ses) livres ». En effet, l'intéressé affirme subir les menaces de mort de la part du pouvoir qui ne souhaiterait pas que les livres soient en vente sur le marché gabonais à cause des révélations, embarrassantes qu'ils contiendraient. Des révélations qui pourraient compromettre la réputation d'Ali Bongo et ses affidés.

Ali Bongo et son entourage mis en cause ?

Alfred Mabika-Mouyama affirme que les livres ne mettent pas Ali Bongo en cause. Mais, selon lui, certains membres de son entourage et du gouvernement actuel seraient directement comptables de la situation de faillite de la PostBank. Ce que ne croient pas les services secrets gabonais qui, selon lui, menacent de faire disparaître ses livres et lui-même avec. « Dans la soirée du 27 octobre 2016, j'ap-



Alfred Mabika pointé par le pouvoir comme le responsable de la crise à la PosteBank.

prends que les services de renseignements interrogent ma famille et mes proches. Que veulent-ils ? Les livres ! Les agents disent avoir des

extraits. Ils soutiennent que je dis du mal du président : Ces livres ne doivent pas sortir. On va les interdire. On va tuer les livres avant

qu'ils ne paraissent. On va le (Alfred Mabika-Mouyama) tuer. On a les moyens de l'atteindre », raconte-t-il. Pourtant, soutient mordicus l'intéressé : « à aucun moment, je n'impute les malversations financières à Ali Bongo. En revanche, j'évoque l'implication de nombreux responsables de l'Etat associés aux décisions concernant la Poste ». Il pointe particulièrement du doigt l'Etat gabonais, dont les impayés auraient largement contribué à plomber le bilan de la banque. « Que fera-t-on de ceux qui bloquaient les sommes dues à la Poste ? L'Etat devait au 31 septembre 2015 la somme de 83 milliards de Fcfa. Emprisonnons les débiteurs ! », conclut-il.

Des poursuites judiciaires ?

Qui, de l'enquête présentée dans les médias publics et les accusateurs du pouvoir ou d'Alfred Mabika-Mouyama, dit la vérité ? En

tout cas, le conseil d'administration de la Poste SA, dirigé par son PDG Michaël Adandé, a décidé de laisser la justice enquêter et juger, si possible, les coupables. « Vous savez que la Poste SA est une société anonyme qui a connu une forte crise de liquidité, mettant les antennes de PostBank en désarroi. J'ai donc reçu instruction de réunir ce conseil d'administration pour voir comment saisir la justice pour faire en sorte que les responsabilités soient établies et comprendre exactement ce qui s'est passé, savoir comment gérer désormais la Poste et faire en sorte qu'elle soit de plus en plus performante et offrir de meilleures prestations à la clientèle », a déclaré le PDG. La justice gabonaise, qui a une triste réputation d'être le jouet et le fouet du pouvoir, pourra-t-elle dire le droit, en toute indépendance et transparence, dans cette affaire ? Seul l'avenir nous le dira.